

Etats-Unis : Défense et politique étrangère

AVRIL 2014

[Maya Kandel, responsable du programme Etats-Unis à l'IRSEM](#)

Sommaire

1. Focus : La QDR 2014	1
2. Focus : Rand Paul, le GOP et la politique étrangère.....	2
3. Brèves	4
Ukraine / Europe / Russie.....	4
Asie	4
Afrique	4
Syrie / Moyen-Orient.....	4
Pentagone / budget défense.....	5
Energie / climat	5
Afghanistan.....	5
Drones	5
Cyber.....	5
Et enfin	5

1. Focus : La QDR 2014

Comme promis, un point rapide sur la nouvelle revue stratégique du Pentagone, publiée en mars dernier. Tous les quatre ans, le Pentagone est tenu de remettre au Congrès ce document, « revue stratégique quadriennale », ou *Quadriennial Defense Review*, sorte de Livre Blanc de la Défense américaine (mais il y a aussi d'autres documents stratégiques américains). Que nous apprend donc la dernière revue stratégique du Pentagone ? Peu de chose en réalité (On peut donc continuer à se référer à l'étude de l'IRSEM sur [La transition stratégique américaine](#), toujours valable.) La [QDR 2014](#) a en effet repris les grands principes de la [directive stratégique](#) de janvier 2012, « pivot » vers l'Asie pour la direction générale et empreinte légère comme forme privilégiée d'engagement. La QDR insiste également sur deux autres priorités : innovation technologique et coopération avec les alliés « dont certains peuvent désormais grâce à leurs capacités croissantes jouer un rôle plus important voire déterminant (*leading role*) pour promouvoir nos intérêts stratégiques communs dans leurs régions respectives ».

Par ailleurs, la QDR – légèrement amendée juste avant sa parution pour effacer la référence à la Russie comme partenaire – [confirme](#) non seulement le pivot (malgré l'Ukraine donc) mais aussi la volonté de se confronter directement à Al Qaeda (avec les forces spéciales américaines ou par partenaires et alliés interposés), notamment au Yémen et en Afrique du Nord.

À ce sujet on pourra consulter une [publication](#) fort à propos de la RAND (*Countering Others' Insurgencies: Understanding U.S. Small-Footprint Interventions in Local Context*), une évaluation sur plusieurs dizaines de LFO (*light footprint operations*), aux conclusions assez peu encourageantes par ailleurs, sauf quand des conditions très spécifiques sont réunies (Colombie, Philippines). Sur le même thème, on se référera également aux multiples prises de parole de l'amiral McRaven, commandant de SOCOM, notamment toujours au sujet de [l'Afrique](#).

Pas de surprise donc, mais au moins un aspect significatif dans l'annonce de la QDR, à savoir : la publication simultanée de la QDR et du budget, qui vise à montrer au Congrès les limitations et les défis au Pentagone posés par la séquestration (en « pause » pour raisons électorales, voir l'accord budgétaire de décembre 2013). Le secteur à réformer en priorité demeure celui des pensions, retraites et assurances santé des militaires (1/3 du budget DoD). Les résistances viennent du Congrès, cible de puissantes associations de vétérans (particulièrement puissantes en période électorale).

Le prochain débat décisif aura lieu autour du budget pour l'année fiscale 2016 (en mars 2015) : se posera alors réellement, notamment au Congrès qui détient les cordons de la bourse, la question de l'avenir du leadership global et du rôle international des Etats-Unis. Car la QDR confirme également (toujours sans surprise, sans doute) la volonté américaine de défendre la stabilité de l'ordre international actuel, « qui repose sur le rôle des forces armées américaines » (*"a stable international order, underwritten by the U.S. military's role and that of our allies and partners in ensuring freedom of access and the free flow of commerce globally"*).

2. Focus : Rand Paul, le GOP et la politique étrangère

Rand Paul, le GOP et la politique étrangère des républicains : trois sujets intimement liés – l'avenir de chacun dépendant de l'évolution des autres. Il s'agit de politique intérieure avant tout, mais avec un impact potentiel sur la politique étrangère américaine – à l'horizon 2016.

Traditionnellement la politique étrangère est le point fort des républicains, un thème qui a produit des « idoles » du GOP comme Eisenhower ou Reagan. Les républicains considèrent qu'ils sont le parti qui a gagné la Guerre froide et ont toujours attaqué les démocrates pour leur « faiblesse » supposée sur la politique étrangère. A ce titre, Obama avait été jusque récemment une relative exception car il avait en 2012 un bon bilan en la matière.

A l'inverse, la violence et l'enthousiasme des attaques actuelles du GOP contre Obama montrent à quel point l'Ukraine est une aubaine pour les républicains qui retrouvent leur angle d'attaque favori en accusant Obama de faiblesse : l'analyse dominante est que Poutine a annexé la Crimée parce qu'Obama n'a pas respecté ses propres lignes rouges en Syrie. C'est une critique dangereuse pour les démocrates, et une vulnérabilité potentielle dont ils sont conscients, pour preuve Hillary Clinton qui n'a de cesse de se distancer d'Obama sur ce sujet.

Pour autant, le [problème](#) actuel des républicains avec la politique étrangère c'est que leurs candidats potentiels pour 2016 sont plutôt faibles en la matière. Aujourd'hui, seul le sénateur de Floride Marco Rubio semble faire un effort pour développer ses connaissances et voyager à l'étranger. Les autres prétendants, de Ted Cruz à Scott Walter, Chris Christie ou encore Paul Ryan ont bâti leur réputation sur la politique intérieure.

Mais la [quête des conseillers](#) sur le marché des think tanks à Washington a commencé. Or que constate-t-on ? A l'exception de Rand Paul et de son cercle « libertarien », tous les autres prétendants potentiels font appel à des conseillers répondant aux normes « classiques » du GOP avec l'accent sur une armée forte et la volonté d'utiliser la force militaire à l'étranger. Et on a pu remarquer la tonalité néoconservatrice des discours récents de politique étrangère de la part de Ted

Cruz, Marco Rubio, ou encore plus récemment Eric Cantor – l’homme qui pourrait succéder à Boehner au poste de Speaker de la Chambre.

Or la convention annuelle du [CPAC](#), qui rassemble une frange de la base républicaine, a montré ce qui excite les plus conservateurs du parti : Rand Paul reste le plus populaire auprès de la base. Marco Rubio, qui avait connu la gloire lors d’un précédent opus, est lui en chute libre cette année en raison de ses positions favorables à un assouplissement de la loi sur l’immigration. C’est une question essentielle pour le GOP, car l’analyse de la défaite de 2012 a montré le rôle du vote latino, qui va très majoritairement aux démocrates. Mais le parti est divisé et la base refuse tout compromis.

Pour revenir à Rand Paul, il a clairement en ce moment la faveur des médias américains – qui comme tous les médias aiment les *outsiders*. Mais le phénomène n’est pas que médiatique, car aucun candidat ne semble pour l’instant s’imposer et l’émiettement du vote aux primaires fait craindre à certains que les libertariens ne s’emparent du parti républicain – d’où les spéculations frénétiques sur une candidature de Jeb Bush, frère et fils de, et ex-gouverneur de Floride. De son côté, Rand Paul croit à son avenir présidentiel et y travaille consciencieusement, avec la mise en place d’un [réseau](#) plus centriste que celui de son père et présent dans tous les Etats – ce que Paul senior n’avait jamais réussi à faire.

Pour autant, il faut relativiser : les Etats-Unis sont coutumiers de ces accès de « libertarisme » – flambées d’hostilité profonde à l’Etat, qui font partie de l’ADN américain et se manifestent périodiquement. Mais ces poussées de fièvre [n’ont jamais porté](#) un candidat du mouvement à la Maison Blanche.

Si l’on regarde et interroge à Washington sur les rapports de force au sein du parti républicain sur la politique étrangère, on est finalement toujours à 20% d’isolationnistes et pro-Rand Paul, contre 80% favorables à un rôle international fort des Etats-Unis. Mais « les 20% font 80% du bruit » (à noter que ce débat agite aussi les démocrates), ainsi qu’on me l’a beaucoup répété à Washington.

En attendant 2016, on pourra observer les élections de mi-mandat au Congrès de novembre prochain (renouvellement de la Chambre et d’un tiers du Sénat), les *midterms* : les républicains pourraient en effet [reprendre la majorité](#) du Sénat (et donc dominer le Congrès puisqu’ils devraient conserver leur majorité à la Chambre). Le pronostic est encore incertain, mais certains signes semblent indiquer que le GOP est décidé à ne pas renouveler les fiascos de 2012 et 2010, quand des sièges « gagnables » avaient été perdus aux démocrates en raison de candidats Tea Party qui s’étaient imposés aux primaires républicaines avant de perdre l’élection générale (au niveau de l’Etat pour le Sénat) en raison de leurs positions trop extrêmes.

Plusieurs signes qui ne trompent pas :

- Les manœuvres [en coulisses](#) (backroom talks) pour évincer en amont des candidats trop extrémistes,
- L’évolution de certains « Super PACS » qui favorisent cette fois des candidats [plus centristes](#), comme American Crossroads,
- Une autre évolution emblématique, celle du think tank AEI (*American Enterprise Institute*), évolution qui symbolise la [contre-attaque](#) de l’establishment contre Tea Party.

Ces éléments rappellent l’importance des primaires dans le système politique américain. Il faudra suivre à ce sujet le nouveau [projet de la Brookings](#) sur l’étude des primaires. Il faut également lire cet article sur un phénomène impensable ailleurs (lié aussi à la déréglementation du financement électoral suite à plusieurs décisions récentes de la Cour Suprême américaine) : le [casting de candidats](#) républicains organisé en mars dernier par le riche donateur Sheldon Adelson, la « primaire Sheldon » - et l’une des raisons de la crise de confiance des Américains vis-à-vis de leurs institutions politiques.

3. Brèves

Ukraine / Europe / Russie

Le Gal Breedlove aimerait en faire plus face à la Russie mais la Maison Blanche n'est [pas du même avis](#). L'Ukraine n'est pas une priorité américaine explique [le CFR](#). Le *New York Times* [résume](#) ainsi la nouvelle politique américaine vis-à-vis de la Russie : minimiser les heurts, préserver une coopération marginale sur certains dossiers, pour le reste ignorer Poutine. La Maison Blanche reflète bien en cela l'opinion américaine : selon une [nouvelle étude](#) du Pew Research Center, seuls 31% d'Américains pensent que les événements en Ukraine sont très importants pour les intérêts américains.

Enfin, [cet article](#) relève le problème que pose le fait de nommer à des postes d'ambassadeurs en Europe (comme ailleurs) des producteurs de télévision, magnats du tourisme et autres riches contributeurs aux campagnes démocrates, face à des diplomates russes chevronnés.

Asie

Hagel [annonce](#) le déploiement de deux destroyers de la Navy pour la défense antimissiles du Japon en 2017. Par ailleurs le Pentagone réfléchit à sa politique de [bases en Asie](#), avec deux mots d'ordre : renforcer, disperser. De son côté, PACOM établit de nouveaux plans pour une « [réponse musclée](#) » à toute provocation chinoise en mer de Chine méridionale et orientale.

Quelques précisions sur l'accord de [coopération de défense](#) signé avec les Philippines (*Enhanced Defense Cooperation Agreement*), [impensable il y a 10 ans](#). Toujours aux Philippines, Washington s'apprête à [réduire ses forces spéciales](#) de près de 200 hommes (OEF Philippines).

La Brookings publie un [rapport](#) sur 35 ans de relations Etats-Unis / Chine : Diplomatie, culture et soft power. Plus bref, un article de la Brookings toujours sur [l'impact de l'Ukraine](#) sur le voyage d'Obama en Asie. Sur le même thème, [l'analyse du Wall Street Journal](#). Le Congrès aussi [s'intéresse à l'Asie](#) : nouvelle loi déposée, délégations précédant de peu la tournée présidentielle. Enfin, le centre Tsinghua de la Carnegie (en Chine) propose une [vision chinoise](#) du voyage d'Obama.

Chine-Afrique : le président chinois Xi Jinping a accentué [l'implication chinoise en Afrique](#), selon la Brookings, qui publie également un [rapport](#) sur l'Afrique dans la politique étrangère chinoise.

Afrique

Kerry a fait un [arrêt en Algérie](#) (en pleine campagne) et au Maroc pour renforcer la coopération avec les Etats-Unis dans la lutte contre-terroriste. Briefing à Washington du Gal Rodriguez, commandant d'AFRICOM, qui indique les [préoccupations américaines en Afrique](#). Pendant ce temps, le Pentagone envisage une [présence à long terme en Afrique](#), avec possibilité d'envoyer les militaires avec leur famille (à Djibouti).

On pourra lire cet [article](#) du *New York Times* sur la lutte contre le terrorisme au Sahel, qui juge que « le repositionnement des forces françaises et américaines semblent fonctionner – pour l'instant ».

Après la dernière campagne de frappes ciblées par drones au Yémen, le porte parole du [Pentagone](#) a invité les journalistes à s'adresser directement au gouvernement yéménite pour toute question, une évolution intéressante et révélatrice.

Syrie / Moyen-Orient

La Commission des affaires étrangères du Sénat reste [très impliquée](#) sur la Syrie et fait pression sur Obama (y compris certains de ses alliés démocrates). Toujours en Syrie, les rebelles qui ont reçu les premiers missiles américains les considèrent comme un [premier pas important](#) mais « plus psychologique que physique ». La CIA de son côté cherche à [contrôler](#) les armes livrées.

Les Marines vont former une nouvelle [force de réaction rapide](#) (*land-based crisis response unit*) pour répondre à des crises au Moyen-Orient, force qui devrait s'installer dans la zone en 2015.

Des négociations sont en cours entre le Congrès et le département d'Etat qui vient [d'autoriser](#) la livraison partielle d'assistance militaire à l'Egypte. Le soutien [s'amenuise](#) au Sénat, la fronde étant menée par le puissant [sénateur Leahy](#).

Pentagone / budget défense

Le [Green Book](#) sur le budget du Pentagone est en ligne. On notera par ailleurs que le soutien du Congrès diminue sur le [budget des opérations](#) (OCO) qui a beaucoup servi ces dernières années à tempérer l'impact de la baisse du budget du Pentagone.

Publication des dernières [statistiques du SIPRI](#) sur les dépenses de défense dans le monde. On pourra aussi consulter cette [carte](#) des budgets militaires en croissance rapide dans le monde.

Energie / climat

[Rapport du CNAS](#) sur l'impact de la révolution énergétique américaine sur la sécurité des Etats-Unis. Cet [article](#) fait le point sur les projets du second mandat Obama sur le climat.

Afghanistan

Sondage sur l'opinion des Américains sur la longue guerre en Afghanistan: 49% pensent aujourd'hui que cette guerre fut une erreur, un « [changement significatif](#) » par rapport à 2002 où 93% la soutenaient. Selon une [analyse du DoD](#), chaque soldat américain en Afghanistan coûte désormais 2,1 millions de dollars. Afghanistan toujours, comment Obama est [passé](#) de "nous devons gagner" à "nous devons partir".

Drones

La CIA n'est pas prête à lâcher le programme de frappes ciblées, [explique](#) le NYT. Sur le même thème, la [New America Foundation](#) publie ses dernières statistiques : les frappes sont en baisse depuis 2012. Sous la pression de la « communauté du renseignement », le Sénat a abandonné un [amendement](#) qui exigeait un rapport public annuel du Président sur les cibles et victimes des frappes.

Enfin, un [article détaillé](#) sur Bluefin et autres drones sous-marins, secteur en plein développement.

Cyber

D'ici 2016, les Etats-Unis compteront [6000 cybersoldats](#), avec des équipes déployées dans chaque commandement militaire. Voir aussi ce [rapport](#) du CNAS sur les nouveaux « théâtres digitaux ».

Et enfin

La [classe moyenne américaine](#) n'est désormais plus la plus riche du monde.

Retrouvez cette note ainsi que les précédentes sur le site de l'IRSEM [ici](#). Vous pouvez également suivre mon compte Twitter de veille sur les Etats-Unis [ici](#).